

[Imputation budgétaire]
[Donnée 2]
[Donnée 3]
[Donnée 4]



Ministère de [...]

Arrêté n° [...]
portant suspension de travail à temps partiel

Le [La] ministre [...],

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L.2 et L.9 ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents contractuels de l'État ;

Vu le contrat n° [...] en date du [...] portant engagement de [M. / Mme] [Nom] [Prénom] ;

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement à temps partiel ;

Vu la demande de l'intéressé[e] en date du [...] ;
(*LE CAS ECHEANT*)

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement de l'intéressé[e] en congé maternité
OU

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement de l'intéressé[e] en congé paternité et d'accueil de l'enfant
OU

Vu l'arrêté n° [...] en date du [...] portant placement de l'intéressé[e] en congé adoption
OU

Vu la convocation à la session de formation professionnelle du [...] au [...] de l'intéressé[e],
(*EN FONCTION DES SITUATIONS*)

Arrêt[e] :

- Article 1er** : Le temps partiel de [M. / Mme] [Nom] [Prénom], agent[e] contractuel[le] de droit public de : [...] (catégorie hiérarchique), affecté[e] au sein de : [affectation administrative] - [affectation opérationnelle], est suspendu à compter du [...] jusqu'au [...] inclus.
- Article 2** : Durant cette période, l'intéressé[e] perçoit l'intégralité de sa rémunération, de l'indemnité de résidence et des primes et indemnités de toutes natures afférentes à son emploi.
- Article 3** : L'intéressé[e] dispose d'un délai de deux mois, dans les conditions fixées aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du code de justice administrative, à compter de la notification de la présente décision pour la contester devant la juridiction administrative territorialement compétente.
La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.
- Article 4** : [Le directeur [La directrice] des ressources humaines du ministère de [...] est chargé[e] de l'exécution du présent arrêté.]

Fait le (...)

Pour le [la] ministre et par délégation :

Pour le directeur [la directrice] des ressources humaines et par délégation :

[Fonction],

[Prénom + NOM]